

REPÈRES
REPÈRES

L'ABANDON DU « SOUTH STREAM » :
LA GUERRE DU GAZ
AURA-T-ELLE LIEU ?

L'ABANDON DU « SOUTH STREAM » : LA GUERRE DU GAZ AURA-T-ELLE LIEU ?



PATRICK KAMENKA *

L'abandon par la Russie du « South Stream », annoncé en décembre dernier lors de la visite en Turquie de Vladimir Poutine, constitue une réponse aux obstacles techniques, juridiques mais surtout politiques imposés par Bruxelles pour la réalisation de ce tube ainsi qu'aux séries de sanctions occidentales frappant la Russie suite à la crise ukrainienne. Les États-Unis, l'Union européenne, le Canada ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont adopté des sanctions contre Moscou à la mi-mars et fin juillet 2014 suite à la crise en Ukraine et notamment le rattachement de la Crimée à la Russie. Et en retour, Moscou a décrété un embargo sur les denrées alimentaires provenant des États-Unis, de l'UE, de l'Australie, du Canada et de la Norvège.

La Russie, en prenant la décision d'interrompre une des voies de livraison du gaz vers l'Europe, qui demeure son principal client, a-t-elle tenté un « coup de poker », comme le laissent entendre plusieurs observateurs ? Ou bien est-ce le réalisme des stratèges de Moscou dans ce dossier qui, sous le prétexte des difficultés à réaliser ce gazoduc, ont amorcé une accélération de la diversification des approvisionnements énergétiques ? Ceci s'illustre via le lancement du « Turkish Stream » avec Ankara, mais aussi en développant les accords gaziers avec la Chine. À la fois pour coller à la stratégie « euro-asiatique » prônée par le Kremlin. Mais surtout pour activer l'évitement de l'Ukraine, plaque tournante du réseau de gazoducs venant de Russie et desservant les

* Journaliste

pays de l'UE. Un contournement justifié à la fois par des raisons politiques évidentes, mais aussi du fait de la situation de l'économie ukrainienne qui se trouve sous perfusion du FMI et de l'UE. Les difficiles négociations sur les ventes de gaz russe à l'Ukraine corroborant les craintes russes sur une insécurité croissante du réseau ukrainien.

Au-delà des questions géostratégiques, les décisions russes ont été impactées par la chute sensible du cours de l'or noir – plus de 40 % depuis juin 2014 à aujourd'hui – et par voie de conséquence de celui du gaz, dont le prix est lié à celui du pétrole. Les ventes d'hydrocarbures représentent 70 % des exportations russes et 35 % du budget de la Russie qui est le premier exportateur de gaz dans le monde avec un total de 203 milliards de mètres cubes annuels (en 2013). Elle est aussi deuxième producteur mondial avec 671 milliards de mètres cubes et détient les plus fortes réserves mondiales connues.

L'arrêt du « South Stream » pose pour l'avenir un grand nombre de questions : les relations UE-Russie sur les politiques énergétiques, la question des pays de transit, la diversification des marchés, la chute des prix des hydrocarbures, etc.

En Russie, en effet l'effondrement du cours du pétrole et le

poids des sanctions ont entraîné de facto de fortes tensions économiques. Le ministère russe des Finances évoque pour 2015 la possibilité d'une chute à 4 % du PIB si le cours du pétrole reste à ce niveau. L'inflation est évaluée pour cette même période entre 15 et 17 %, alors que le rouble s'est déprécié de 41 % de sa valeur face au dollar (34 % sur l'euro) en 2014 et à nouveau de 16 % depuis le début de l'année 2015. Sur le plan social, cette situation de repli économique entraîne une perte sensible du pouvoir d'achat de la population due à la flambée des prix (+11,4 % en 2014), la plus forte hausse depuis la crise de 2008.

L'arrêt du « South Stream » : le dessous des cartes

Vladimir Poutine a créé la surprise quand, à l'occasion de sa visite d'États à Ankara le 1^{er} décembre 2014, il a proclamé l'abandon du projet de gazoduc « South Stream » devant son hôte, le président turc Recep Tayyip Erdogan. Cette décision a été justifiée par le dirigeant russe par les politiques européennes de libéralisation de l'énergie et de la volonté de Bruxelles de réduire le poids des importations de gaz russe, notamment face à la mainmise de Gazprom accusé

L'ABANDON DU « SOUTH STREAM »



par l'UE d'être un outil au service de la politique énergétique du Kremlin. Il ne faut pas exclure dans les positions russes l'impact des sanctions de l'Union européenne et des États-Unis prises après l'annexion de la Crimée et les accusations de soutien de la Russie aux forces « séparatistes » du Donbass (est de l'Ukraine).

« Puisque, l'Union européenne a adopté une position négative, empêchant le projet d'aboutir, nous allons trouver d'autres clients », a déclaré le chef de l'État russe qui a décoché ses flèches à l'adresse de Bruxelles : « Il s'agit de la décision de nos amis européens »... Une formule qui fait porter l'entière responsabilité de l'arrêt du « South Stream » aux dirigeants de la Commission européenne.

Le « South Stream », qui devait être le plus important projet gazier jamais conçu en Europe, avait été à l'origine créé pour concurrencer le projet occi-

dental du gazoduc « Nabucco », soutenu par Washington (prévu en 2009 et enterré en 2013). Ce réseau avait pris naissance suite aux crises entre Kiev et Moscou en 2006 et 2009 qui avaient privé d'énergie en plein hiver plusieurs pays européens. Le « Nabucco » s'étendait de la Turquie à l'Autriche, via la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie et devait transporter 30 milliards de mètres cubes de gaz provenant des champs gaziers azerbaïdjanais de la Caspienne, et du Turkménistan, en contournant le réseau russe.

En réplique, le « South Stream » avait été mise en œuvre conjointement par Gazprom et la compagnie italienne ENI dès 2006. Vladimir Poutine et son « ami » Silvio Berlusconi avaient concrétisé le projet en signant un mémorandum un an plus tard.

D'une longueur de 3 600 kilomètres, le « South Stream » devait démarrer en 2016 et atteindre, un an plus tard, une

capacité totale de 63 milliards de mètres cubes de gaz sibérien en direction de l'Autriche et de l'Italie via les Balkans. Le tube partait des côtes russes de la mer Noire pour parvenir à Varna, en Bulgarie. Le coût total des opérations, auxquelles devaient participer, outre Gazprom (premier producteur de gaz au monde, dont l'État russe est actionnaire majoritaire), plusieurs grandes entreprises européennes, (l'italien ENI, le français EDF et l'allemand Wintershall), se montait à 40 milliards de dollars, dont les travaux de passage sous la mer Noire (à environ 2250 mètres de profondeur). Ce projet avait fait l'objet d'une série d'accords avec sept pays européens (Hongrie, Bulgarie, Serbie, Grèce, Slovaquie, Croatie, Autriche). Mais dès le début des travaux, le parcours des différentes branches du gazoduc a dû être modifié sous la pression de l'UE.

Suite à l'abandon du projet 12 mois avant son lancement, les acteurs économiques impliqués, dont Gazprom, ont été lourdement pénalisés en raison des sommes colossales investies. Le géant russe a ainsi contribué à hauteur de 4,7 milliards de dollars dans ce gazoduc.

Pour sa part, la Bulgarie, qui était le point d'entrée du gazoduc en Europe, a payé un lourd tribut à l'arrêt du projet (3 milliards de

pertes estimées). Sofia a dû en effet céder aux injonctions de la Commission européenne face aux procédures lancées, sans qu'aucune compensation soit prévue.

La Serbie et la Hongrie ont également fait les frais des rivalités entre la Russie et l'UE.

Un projet voué à l'échec?

L'issue fatale du gazoduc est apparue au fil des ans comme inéluctable, selon des spécialistes du dossier. Plusieurs raisons étayaient cette thèse : en premier lieu, le contexte économique après la crise mondiale de 2008 a changé la donne impactant la zone euro dont les besoins énergétiques ont été revus à la baisse. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a ainsi modifié ses prévisions pour l'UE de quelque 18 %, ce jusqu'en 2030.

Globalement, le projet apparaissait voué à un échec commercial, comme l'avait été le « Nabucco », qui est mort-né.

De plus, le lancement concomitant des projets de livraisons de gaz à la Chine rendait techniquement difficile pour la Russie la fourniture de telles quantités de matière première sur deux réseaux et d'en assurer les infrastructures.

Avec l'UE, les relations Moscou-Bruxelles ont subi une

dégradation sensible depuis le lancement du projet « South Stream ». La commission européenne a accumulé les obstacles, arguant du non-respect par Gazprom des règles communautaires portant principalement sur les dogmes européens de la concurrence libre et non faussée, dans le cadre du troisième paquet énergétique (découplage des réseaux et libre accès des réseaux à des tiers, etc.).

Une étude britannique réalisée par l'*Oxford Institute for energy studies* (janvier 2015) illustre la dégradation de ces liens : « Suite à la crise ukrainienne et à l'annexion de la Crimée, les relations entre l'UE et la Russie sur l'ensemble des questions touchant au gaz étaient "gelées" conduisant à des difficultés y compris pour prévoir des réunions entre les deux parties ». En fin de compte, estime le document, l'incapacité des deux parties à pouvoir négocier, a conduit à l'arrêt du projet.

D'autant que les sanctions américaines et européennes visaient à la fois à limiter les prêts aux compagnies énergétiques russes et à imposer un embargo sur les technologies de liquéfaction du gaz, comme le suggère encore l'étude britannique.

En clair, l'opposition entre les deux thèses est frontale : Moscou veut se délier des règles

européennes que Bruxelles a imposées à Gazprom pour contraindre le mastodonte gazier à ouvrir ses gazoducs à d'autres producteurs.

Le « Turkish Stream », une étape dans la diversification ?

Les Russes ont décidé dans ces conditions de lancer le « Turkish Stream » qui devrait être opérationnel dès la fin de 2016, selon le PDG de Gazprom, Alexeï Miller. Un accord intergouvernemental doit être signé en 2015, officialisant la construction de ce gazoduc long de 900 km et d'une capacité de 15,75 milliards de mètres cubes par an. À terme, il sera doté de quatre tubes qui fourniront 63 milliards de mètres cubes, équivalant au « South Stream ». Le géant gazier russe et le turc Botas seront les maîtres d'œuvre du chantier via la mer Noire.

Le « Turkish Stream » est une quasi-réplique du précédent projet. Cette nouvelle conduite va doubler le tracé du « Blue Stream » (16 milliards de mètres cubes), qui passe sous la mer Noire, et livre déjà du gaz russe à la Turquie.

Mais, tenant compte des objurgations européennes, Gazprom a modifié sa stratégie d'approvisionnement. Le nouveau réseau



142

s'arrêtera à la frontière gréco-turque où sera édifié un hub gazier pour permettre aux pays européens demandeurs d'« or bleu » de se connecter. Mais à condition, selon Gazprom, qu'ils assument eux-mêmes le raccordement avec ce gazoduc.

La Turquie est le grand bénéficiaire de l'abandon du « South Stream ». Ankara, non seulement obtient une ristourne de 6% sur les prix d'achat du gaz russe, mais devient un important partenaire de la Russie dans le secteur énergétique qui, au-delà des approvisionnements en gaz, s'étendra à une coopération portant sur l'industrie nucléaire.

De plus, cette nouvelle stratégie russe va conduire la Turquie – qui dépend à 50% de Gazprom

pour son approvisionnement en gaz et est le deuxième client de la Russie après l'Allemagne – à devenir un centre de transit qui, à plus ou moins brève échéance, pourrait remplacer l'Ukraine pour l'approvisionnement de l'Europe.

Un paradoxe assez inconfortable pour Bruxelles et Washington puisque la Turquie constitue une pièce maîtresse de l'Otan dans cette région géostratégique aux confins de l'Orient et de l'Occident, mais aussi à la croisée des routes maritimes et énergétiques de la mer Noire, de la Caspienne et de la zone orientale de la Méditerranée.

Ces accords commerciaux entre Ankara et Moscou interviennent alors même que sur le plan diplomatique les relations

entre les deux pays sont aux antipodes, notamment sur le dossier syrien.

La question ukrainienne : fin du pays de transit ?

Quelles que soient les raisons de fond qui ont conduit la Russie à sortir du « South Stream », désormais Moscou veut avant tout éviter le transit des tubes par le territoire ukrainien, mais aussi via d'autres pays membres de l'Otan (comme la Pologne, les pays baltes) hostiles à la politique russe.

La Russie n'a pas attendu le lancement du « Turkish Stream » pour contourner l'Ukraine. Bon nombre de gazoducs mis en œuvre ces dernières années pour alimenter l'Europe vont dans ce sens. C'est le cas du « Nord Stream », lancé en 2005 et mis en service en 2011, dont la route passe par la Baltique (55 milliards de mètres cubes). Réalisé en étroite collaboration avec l'ancien chancelier allemand Gerhard Schroeder, ce gazoduc évite la Pologne et les pays baltes. Le gazoduc Iamal (66 milliards de mètres cubes) transite lui aussi hors du territoire ukrainien *via* la Biélorussie, mais pénètre en

Pologne. Le gazoduc « Blue Stream », comme mentionné ci-dessus, alimente la Turquie sans emprunter les réseaux ukrainiens.

Les données citées par Céline Bayou dans son étude¹ sont éloquentes : « Si entre 1991 et 2000, 93 % du gaz russe acheminé vers l'Europe transitait par ce pays, cette part n'était plus que de 49 % en 2013, avec 60 milliards de mètres cubes destinés aux pays de l'UE ».

Fin octobre 2014, en dépit de la crise entre Kiev et Moscou, Russes et Ukrainiens ont conclu un accord à Bruxelles sur le paiement de la dette gazière de l'Ukraine à la Russie et sur la reprise des fournitures de gaz qui permet de sécuriser les livraisons de gaz à l'UE (15 % du gaz livré à l'Europe passe par les gazoducs ukrainiens).

Le règlement a porté sur des arriérés de dette pour un total de 3,1 milliards de dollars. L'accord court jusqu'en mars 2015. Mais les différends entre les deux voisins en matière énergétique sont loin d'être résolus, notamment sur le prix du gaz qui fait l'objet d'un recours devant le tribunal arbitral de Stockholm.

Globalement, la Russie a besoin d'assurer la sécurité de

¹ Céline Bayou, « Les solidarités européennes à l'épreuve du gaz russe », *P@ges Europe*, 31 décembre 2014 - La Documentation française © DILA.

ses réseaux et des recettes commerciales afin de ne pas être dépendante de l'Ukraine.

Les marchés asiatiques comme réponse à l'Europe et aux sanctions ?

Malgré cet accord avec l'Ukraine, les dirigeants de Gazprom ont prévenu « des risques concernant le transit par l'Ukraine cet hiver persistent », en raison du bas niveau des réserves sur le territoire ukrainien censées assurer la fluidité des livraisons, notamment pour l'UE.

144

Une raison de plus qui pousse les opérateurs russes à accélérer la diversification de leurs livraisons énergétiques et une réorientation de la stratégie énergétique en choisissant un transfert des routes du gaz vers l'Asie (Turquie, Chine et autres pays d'Asie). Logiquement donc, la Russie a signé un contrat avec la firme chinoise CNPC en 2014 pour la livraison de 38 milliards de mètres cubes de gaz par an. Un second accord, actuellement en discussion entre Moscou et Pékin, pourrait être conclu en 2015 pour la fourniture de 30 milliards de m³ supplémentaires – *via* le gazoduc Altaï – à

la Chine gourmande en énergie. Avec les livraisons de gaz liquéfié *via* le tube Sakhaline, le total des exportations de la Russie vers l'Asie – principalement en direction du marché chinois – atteindrait, à l'horizon 2020, 80 milliards de mètres cubes de gaz.

L'Europe : quelles relations ?

Si les Russes font porter le poids de l'échec du « South Stream » sur Bruxelles, néanmoins le débouché européen pour le gaz russe reste une priorité économique de la Russie.

« En 2013, la Russie a fourni 39% des importations de gaz de l'UE et a contribué à 27% de sa consommation », indique Céline Bayou. L'étude ajoute : « 70% des exportations russes de gaz vont vers l'Europe » précisant que « les volumes de livraison n'ont cessé d'augmenter, passant de 20 milliards de mètres cubes de gaz à 147 milliards en 2014 ».

Pour autant, le bras de fer entre Russes et Européens est loin d'avoir pris fin avec l'arrêt du « South Stream » et la création du « Turkish Stream ».

Catherine Locatelli, spécialiste des questions d'énergie et

² Idem.

² Idem.

de la Russie (Université Pierre-Mendes-France de Grenoble) explique cette situation conflictuelle par le fait que la Russie cherche avant tout à diversifier ses réseaux. À la fois pour sortir du transit gazier ukrainien et surtout ne plus être dépendante de la seule Europe pour ses ventes de gaz. Selon la chercheuse, l'échec du « South Stream » est le résultat de « sanctions politiques » imposées à la Russie par l'UE qui veut mettre en place un marché énergétique concurrentiel, s'opposant au marché intégré défendu par les Russes, incluant matière première et réseau de gazoducs.

Poursa part, Céline Bayous'interroge pour savoir si le « projet d'une union de l'énergie » prônée par Donald Tusk, nouveau président du Conseil européen et ancien Premier ministre polonais, sera une réponse sur le long

terme à la désunion européenne sur la politique énergétique à mener et face à la Russie.

En dernière analyse, pour éviter tout risque de guerre du gaz, et afin de résoudre l'avenir des relations Russie-Europe sur l'énergie, la solution de deux questions primordiales s'impose.

À savoir, une stabilisation des cours de l'énergie face aux pressions des pays du Golfe et de Washington dont pâtissent plusieurs pays exportateurs, au rang desquels la Russie.

Et d'autre part, une solution diplomatique du conflit ukrainien, via un accord, tel celui conclu à Minsk en février, impliquant à la fois les Européens, en l'occurrence la France et l'Allemagne, mais aussi la Russie, l'Ukraine, et les représentants du Donbass et de l'OSCE pour éviter tout risque d'escalade sur le continent européen.

(Février 2015)